

De plus, près de la moitié du budget de l'ACDI est consacrée à l'aide multilatérale par le truchement des Agences de l'ONU, d'organismes comme le Fonds monétaire international ou de diverses banques régionales, sans compter les divers programmes de la Francophonie et du Commonwealth. L'Afrique reçoit aussi une bonne partie des sommes versées par le Canada à des organismes internationaux comme le Fonds monétaire international et diverses banques à vocation régionale. A cela s'ajoute un grand nombre d'organismes non-gouvernementaux qui reçoivent une bonne partie des ressources financières destinées à leurs projets directement du gouvernement canadien, sans parler d'institutions qui se consacrent à la recherche sur des questions de développement. Le Centre de recherches pour le Développement international s'applique à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en voie de développement. Parmi le millier de projets qu'il a déjà financé depuis sa fondation en 1971, une grande partie visait les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.

Face à cet éventail d'instruments et d'activités et compte tenu de la situation économique au Canada, je ne vous cache pas que l'actuel gouvernement du Canada se propose de revoir toutes ses activités dans le but d'en augmenter l'efficacité.

C'est en tenant compte de ces faits que j'aborde mon mandat comme ministre des Relations extérieures. Veuillez bien croire que j'ai la ferme volonté de tout mettre en oeuvre pour que les liens entre le Canada et l'Afrique continuent à se resserrer. Avec mes collègues du Conseil des ministres, nous comptons nous assurer que les moyens que nous mettrons en oeuvre pour y parvenir reflètent d'une part les volontés de nos populations respectives, et qu'ils soient, d'autre part, les plus susceptibles d'atteindre les objectifs souhaités. J'entreprends donc ma tâche sans idée préconçue; je suis certaine que les mois à venir me donneront l'occasion de revoir et la conception et le choix des principaux instruments de notre politique étrangère à l'égard de l'Afrique.

A cette fin, un certain nombre de prémisses nous sont déjà connues et sont peu susceptibles de changer à courte ou à moyenne échéance.

Par ceci, j'entends, par exemple, le fait que la population canadienne dans son ensemble a toujours eu et continue d'avoir un penchant favorable à l'endroit des programmes d'aide au développement tout en voulant être assurée que l'aide aille à ceux qui en ont véritablement besoin, et que les projet soient rentables en terme de développement, au sens social du mot.